

## **Motion Émancipation Palestine : la FSU doit s'engager résolument contre l'apartheid israélien**

Entre Méditerranée et Jourdain, il y a globalement le même nombre de Palestinien.nes et de Juifs/ves israélien.nes. Les Palestien.nes sont, à des degrés divers, tous discriminé.es. La Palestine a été fragmentée en autant d'entités subissant diverses formes de répression. Les Palestinien.nes sont dépossédé.es de leur pays et / ou expulsé.es depuis 74 ans.

En mai 2021, tous les morceaux de cette Palestine éclatée se sont révoltés. Une fois de plus, l'occupant a eu recours à une violence extrême.

Les dirigeants israéliens ont officialisé l'apartheid avec le vote de la loi "Israël État Nation du peuple juif". Cette loi dit qu'en Israël, parce que ce pays se définit comme un État juif, seuls les Juifs/ves ont droit à la nationalité et à l'autodétermination. Les autres sont officiellement des intrus. Les dirigeants israéliens ne dissimulent rien : *"J'ai tué beaucoup d'Arabes, je ne vois pas où est le problème"* (Naftali Bennet, Premier ministre). *"Je vais ramener Gaza à l'âge de pierre"* (Benny Gantz, ministre de la défense).

La réalité qui est à l'œuvre, c'est l'occupation, la colonisation, le vol des terres, les destructions de maisons et d'oliviers, l'enfermement de deux millions de personnes à Gaza ponctué de bombardements réguliers, les exactions quotidiennes perpétrées par les colons et l'armée, la torture légalisée, la détention administrative généralisée, les arrestations d'enfants souvent très jeunes, la destruction systématique de la société palestinienne.

Dans un domaine qui nous concerne de près, des étudiant.es sont enlevé.es sur les campus, des écoles sont détruites par les bombardements à Gaza et à Hébron, les écolier.e.s palestinien.ne.s sont caillassé.e.s par les colons sur le chemin de l'école.

Six ONG palestiniennes défendant les droits humains, les femmes, les prisonnier.es, les enfants, les paysans ... viennent d'être déclarées "terroristes" par l'occupant.

Cette réalité est connue de tou.tes.

Mardi 1 février, c'est un rapport d'Amnesty international qui aboutit, après Betsalem et Human rights whatch, à la conclusion qu'Israël mène une politique d'apartheid.

Les dirigeants des États-Unis, de l'Union Européenne et de la France sont parfaitement informés. Ils sont complices en connaissance de cause d'un État qui viole quotidiennement les droits humains et qui est devenu un véritable laboratoire des armements les plus sophistiqués, de la surveillance et de l'enfermement des populations réputées dangereuses. Ces pays coopèrent politiquement, économiquement et militairement avec l'occupant. Pire, ils essaient de criminaliser le soutien aux droits du peuple palestinien et en particulier l'antisionisme et le BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions). L'instrumentalisation de l'antisémitisme par un gouvernement d'extrême droite raciste et ami de tous les antisémites est une obscénité.

La FSU décide en conséquence de s'investir dans la lutte contre l'apartheid israélien.

- En renforçant sa présence active dans les différents collectifs nationaux ou locaux.
- En participant aux luttes pour la libération des prisonnier.es politiques. Les plus emblématiques sont Marwan Barghouti et Ahmed Saadat. Et en France, au mépris de toutes les lois, le communiste libanais Georges Abdallah est dans sa 38<sup>ème</sup> année de prison. Il faut aussi soutenir l'avocat franco-palestinien Salah Hamouri que l'occupant veut expulser.
- En exigeant la fin du blocus de Gaza.
- En soutenant activement les associations de la société civile palestinienne qui empêchent leur société de s'écrouler.
- En exigeant que l'enquête de la CPI (Cour Pénale Internationale) ne soit pas entravée et aboutisse à la condamnation de tous les dirigeants israéliens, coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.
- En exigeant que l'État d'Israël soit sanctionné car tant que l'impunité durera, le rouleau compresseur colonial continuera.
- En participant à la campagne BDS, seul outil pour casser l'image de l'occupant et pour forcer nos gouvernants à changer de politique. La FSU déclare soutenir les revendications de l'appel BDS de 2005 : fin de l'occupation et de la colonisation, libération des prisonniers, fin du blocus de Gaza, destruction du mur, égalité des droits et droit au retour des réfugiés palestiniens.

Pour	Abstention	Refus de vote	Contre
66	34	175	